

Jan Jambon

# «Michel II serait sans doute la première option»

## LES PHRASES CLÉS

«Michel est notre seul partenaire francophone et nous réalisons que nous ne pouvons pas le laisser tomber.»

«Michel n'est pas notre marionnette. Il est le vrai chef de ce gouvernement.»

## INTERVIEW

JASPER D'HOORE  
ET WIM VAN DE VELDEN

«**M**ichel est notre seul partenaire francophone et nous réalisons que nous ne pouvons pas le laisser tomber.» C'est ce que déclare le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Jan Jambon (N-VA). Son message est clair: «Non, la N-VA ne laisse pas tomber le gouvernement.» Il revient également sur la crise politique suscitée par le dossier des réfugiés soudanais.

**Charles Michel est fâché parce que votre président de parti, Bart De Wever, a menacé de faire tomber le gouvernement.**

Bart n'a jamais menacé de faire tomber le gouvernement. Ce sont les autres qui ont brandi la menace d'une démission de Francken. Bart n'a fait que porter l'attention sur les conséquences. Theo n'a pas commis de faute. Dès lors, il est normal que nous n'acceptons pas qu'il soit poussé à la démission. Nous voulons terminer le chemin entamé au sein

de ce gouvernement. Nous avons signé pour cinq ans et nous entendons faire preuve de loyauté.

**Il n'empêche qu'en Wallonie, Charles Michel est apparu comme étant la marionnette de la N-VA.**

Dès que Bart De Wever dit quelque chose, c'est interprété dans la presse francophone comme un désaveu de Charles Michel. Ils essaient de lui rendre la vie difficile. Mais cette image ne colle pas à la réalité, il n'est pas notre marionnette. Il est le vrai chef de ce gouvernement. Nous nous efforçons de le soutenir le plus possible, parce qu'il est notre seul partenaire côté francophone. En tant que francophone, il a pris un énorme risque en embarquant avec nous - rappelez-vous la coalition kamikaze. Nous sommes conscients que nous ne pouvons pas le laisser tomber, parce qu'il est de notre intérêt qu'il sorte renforcé de ce gouvernement.

**La N-VA va-t-elle dorénavant faire attention à ce qu'elle dit pour épargner Michel?**

Nous allons continuer à communiquer de la même manière, mais nous allons mieux coordonner avec lui notre façon de communiquer. Même si ce n'est pas une solution pour tout, car la déclaration de De Wever sur Theo et la chute du gouvernement n'était pas planifiée. Il s'est retrouvé nez à nez avec une caméra lors d'une réception de nouvel an à Anvers et c'est dans ces circonstances particulières qu'il s'est exprimé.

**Il n'y a pas que l'affaire Francken. La proposition de De Wever de reporter le Pacte énergétique au prochain gouvernement n'a pas fait les affaires du Premier ministre. Était-ce vraiment nécessaire?**

Bart a tenté d'évacuer ce dossier difficile parce que nous savons que c'est délicat pour les autres partis. Nous voulons maintenir opérationnelles encore quelque temps les deux plus

récentes centrales nucléaires, mais cela nécessite de changer la loi et il n'y a pas de majorité pour cela à la Chambre. En proposant de repousser le dossier aux prochaines négociations gouvernementales, nous avons essayé d'apporter une solution.

**Pour Michel, qui souhaite conclure ce Pacte énergétique, ce n'est pas une solution. Allez-vous le décevoir?**

À vous de prouver que nous sommes dans l'erreur. La N-VA n'est pas mariée avec l'énergie nucléaire. Par contre, nous sommes mariés avec la sécurité d'approvisionnement, la durabilité, la sécurité et des prix concurrentiels. Notre position, c'est qu'il sera difficile de garantir ces quatre principes si on doit fermer toutes les centrales en 2025. Mais s'il devait y avoir un plan sur la table qui garantisse ces quatre principes, alors nous le soutiendrons.

**Le Premier ministre prépare une offensive de printemps avec des réformes supplémentaires. Que voulez-vous encore obtenir?**

Je suis en train de voir avec le ministre de Justice Koen Geens (CD&V) comment procurer davantage de leviers aux bourgmestres pour pouvoir agir en cas de menace d'ordre sécuritaire. Ils doivent encore trop souvent passer par la Justice. Nous voulons accorder davantage de marge de manœuvre aux pouvoirs locaux, comme cela se fait aux Pays-Bas. Par ailleurs, il reste du travail à réaliser au niveau du marché de l'emploi. En Flandre, on se rapproche du plein-emploi. Il y a tellement de postes qui ne trouvent pas

preneur que cela pourrait freiner la croissance économique. Il nous faut trouver une solution.

**En supprimant la prépension et en limitant les allocations de chômage dans le temps?**

C'est effectivement inscrit dans notre programme, il est donc logique que nos représentants au Parlement remettent cela sur la table. Mais nous savons qu'au moins un parti de la majorité refuse tout simplement d'en parler. Nous devons plancher sur d'autres formules. Cherchons des solutions en toute sérénité, comme nous l'avons fait la semaine dernière lors de la première réunion du kern après le Nouvel An. La presse aurait dû y assister. Vous auriez vu qu'il n'est pas du tout question de crise au sein de ce gouvernement. Je n'y ai croisé que des gens raisonnables en quête de solutions.

**Vous pensez déjà à un gouvernement Michel II?**

Il est trop tôt pour parler en ce sens, car cela dépendra du résultat des élections. Si le gouvernement sortant dispose à nouveau d'une majorité, ce sera sans doute la première option. Mais d'après les sondages, cette majorité n'y est pas. Il faudrait un cinquième parti pour pouvoir continuer. Mais pourrions-nous alors poursuivre la trajectoire de centre droit? N'oubliez pas que pour entrer dans le gouvernement, nous avons fait un énorme sacrifice en acceptant de nous taire sur le communautaire pendant cinq ans. Cela valait la peine, car nous sommes fort satisfaits des résultats socio-économiques engrangés. Allons-nous à nouveau faire un tel sacrifice en 2019? Nous allons en premier lieu essayer de réaliser la plus grande partie de notre programme, y compris le communautaire.

«Nous avons signé pour cinq ans et nous entendons faire preuve de loyauté.»

JAN JAMBON  
VICE-PREMIER MINISTRE